



Ingenium

Musées des sciences et de l'innovation du Canada
Canada's Museums of Science and Innovation

RAPPORT ANNUEL

SUR L'ADMINISTRATION DE LA

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

DU 1^{er} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023

Table des matières

1. INTRODUCTION	3
2. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE.....	3
3. DÉLÉGATION DE POUVOIRS.....	4
4. FAITS MARQUANTS DU RAPPORT STATISTIQUE	4
5. ACTIVITÉS DE FORMATION	7
6. POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES ET PROCÉDURES.....	7
7. INITIATIVES ET PROJETS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION	7
8. PUBLICATION PROACTIVE EN VERTU DE LA PARTIE 2 DE LA <i>LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION</i>	7
9. PLAINTES OU ENQUÊTES	7
10. SURVEILLANCE.....	8
ANNEXE A – DÉLÉGATION DE POUVOIRS.....	9
ANNEXE B – RAPPORT STATISTIQUE ET RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE	10

1. INTRODUCTION

La *Loi sur l'accès à l'information* accorde aux Canadiens le droit légal d'accéder aux renseignements contenus dans les dossiers gouvernementaux fédéraux, sous réserve d'exceptions limitées et précises. La Loi vient s'ajouter à d'autres modalités d'accès à l'information gouvernementale, et elle ne vise à limiter d'aucune façon l'accès à l'information gouvernementale qui serait normalement accessible au public sur demande.

Le présent rapport a été préparé par Ingenium – Musées des sciences et de l'innovation du Canada conformément à l'article 94 de la *Loi sur l'accès à l'information*, et déposé au Parlement par le ministre du Patrimoine canadien conformément à ces dispositions. Il décrit la façon dont Ingenium s'est acquittée de ses responsabilités en vertu de la Loi durant l'exercice financier allant du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023.

Ingenium a été constituée en tant que société d'État autonome le 1^{er} juillet 1990, au moment de l'adoption de la *Loi sur les musées*. Son mandat est énoncé comme suit dans la *Loi sur les musées* :

Promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur le plan économique, social et culturel.

Bien qu'en vertu de l'article 68 de la *Loi sur l'accès à l'information*, la Loi ne s'applique pas aux documents de musée, la nature du mandat d'Ingenium fait en sorte que l'information est plus facilement accessible à quiconque en fait la demande. La plupart des demandes sont, par conséquent, traitées de manière informelle. Les sources sont si variées et les personnes-ressources si largement réparties au sein de l'organisme qu'aucune statistique n'est compilée à propos de ces demandes informelles d'information.

Ingenium ne compte aucune filiale en propriété exclusive ni institution non opérationnelle.

2. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Relevant de la présidente-directrice générale d'Ingenium – Musées des sciences et de l'innovation du Canada¹, le Secrétariat de la société administre l'application des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Compte tenu du faible volume de demandes, Ingenium n'affecte pas un ETP complet à ces activités. Ainsi, deux employés - le directeur, Planification, politique et résultats stratégique, ainsi que le conseiller, Gouvernance et conformité - entreprennent les activités suivantes dans le cadre de leurs fonctions :

- traiter les demandes officielles en vertu des deux lois;
- élaborer des politiques, procédures et lignes directrices appuyant l'administration de ces lois par Ingenium;
- favoriser la sensibilisation à ces deux lois, offrir de la formation, et fournir des conseils et des orientations de sorte que les employés et dirigeants comprennent bien leurs rôles et responsabilités;
- assurer la conformité aux deux lois;

¹ L'appellation légale de la Société est « Musée national des sciences et de la technologie ». Ingenium – Musées des sciences et de l'innovation du Canada est le nom utilisé publiquement dans les communications de l'organisme, lorsque le nom légal n'est pas exigé.

- veiller à ce que les publications d’Ingenium déposées au Parlement soient publiées sur le site Web d’Ingenium dans les délais prescrits par la loi;
- réaliser les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP);
- coordonner la déclaration des manquements relatifs à la protection des renseignements personnels;
- participer à la grande communauté de pratique en matière d’accès à l’information et de protection des renseignements personnels (AIPRP), et y contribuer;
- gérer des rapports statistiques;
- préparer les rapports annuels en prévision de leur dépôt;
- mettre à jour, annuellement, le chapitre sur Ingenium dans *Info Source*.

Les services financiers d’Ingenium produisent des rapports sur les frais de déplacements et d’activités d’accueil requis en vertu de la *Loi sur l’accès à l’information*, et veillent à ce qu’ils soient publiés sur le site Web d’Ingenium dans les délais prescrits par la loi.

La bibliothèque du Musée des sciences et de la technologie du Canada et celle du Musée de l’aviation et de l’espace du Canada ont été désignées à titre de centres de référence aux fins de l’application de la *Loi sur l’accès à l’information*.

Ingenium n’a participé à aucune entente de service visée par l’article 96 de la *Loi sur l’accès à l’information* pendant la période de déclaration.

3. DÉLÉGATION DE POUVOIRS

La présidente-directrice générale d’Ingenium – Musées des sciences et de l’innovation du Canada est la personne responsable désignée en vertu de la *Loi sur l’accès à l’information*, et à ce titre, il exerce les pouvoirs que la Loi lui confère, comme les exceptions et les exclusions.

La conseillère, gouvernance et conformité, tient le rôle de coordonnatrice de l’accès à l’information à Ingenium, et est responsable de l’administration et de la mise en œuvre des exigences de la *Loi sur l’accès à l’information* (voir l’annexe A, *Délégation de pouvoirs*).

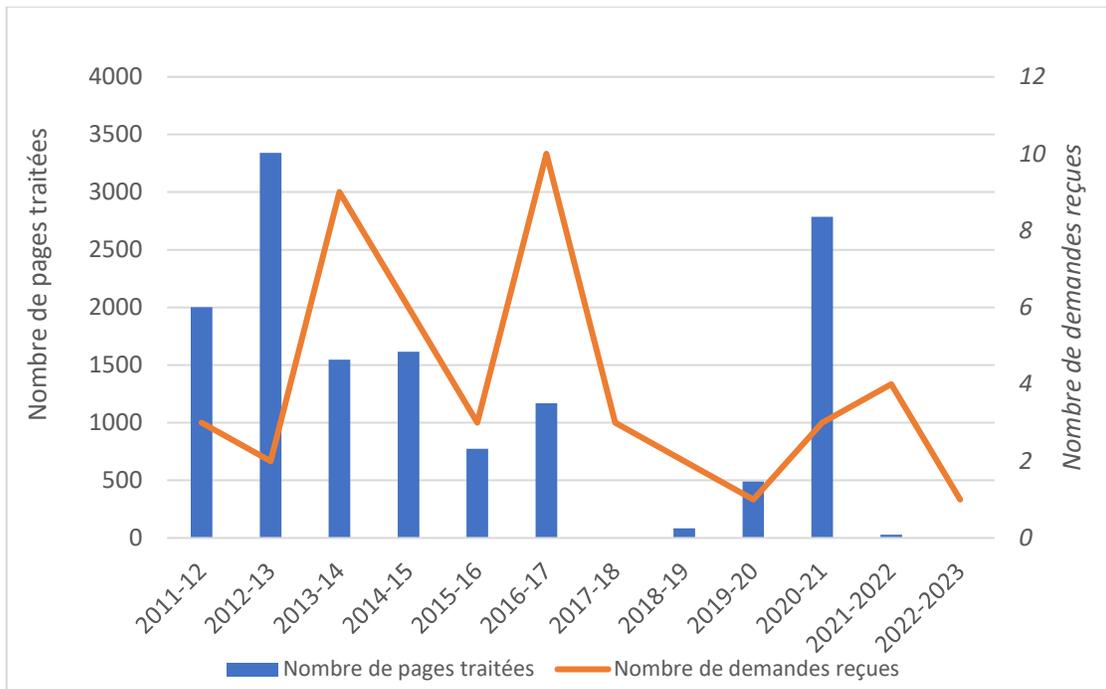
4. FAITS MARQUANTS DU RAPPORT STATISTIQUE

Au cours de la période visée par le présent rapport, soit du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, Ingenium a traité une seule demande d’accès à l’information officielle. Ingenium a également reçu une demande de consultation de la part d’autres institutions fédérales.

a. Demandes officielles

Une seule demande a été reçue au cours de la période visée par le présent rapport (voir l’annexe B, Rapport statistique), et aucune demande n’a été reportée de l’exercice précédent.

Demandes d'accès à l'information et pages traitées de 2011-2012 à 2022-2023



Si l'on parle de tendances, il faut reconnaître qu'Ingenium continue de recevoir un très faible volume de demandes d'accès à l'information. En effet, moins de dix demandes sont reçues annuellement depuis 2011-2012.

Bien qu'il soit impossible de déterminer pourquoi les demandes sont si peu nombreuses, ou si une nouvelle tendance se dessine, Ingenium constate que la population dispose de plus en plus de points d'accès à l'information gouvernementale, notamment grâce aux sources de données ouvertes, au portail Gouvernement ouvert et à la déclaration proactive d'énoncés, illustrant l'engagement du gouvernement envers l'ouverture et la transparence. Ingenium s'est fait le pionnier de l'accès ouvert à l'information depuis longue date, ayant rendu publics quelque 30 000 documents de travail sur son portail Documents ouvert lancé en 2014.

Le nombre de questions parlementaires pour lesquelles Ingenium a fourni des réponses reste élevé. En 2022-2023, 37 questions parlementaires ont été traitées (par rapport à 33 l'année précédente). Les questions parlementaires offrent aux députés une tribune pour représenter les intérêts de leurs électeurs en posant des questions en Chambre. C'est une autre façon pour les Canadiens d'obtenir de l'information de la part des institutions fédérales, par le truchement de leurs représentants élus. Une question parlementaire peut être destinée au gouvernement dans son ensemble ou à plusieurs institutions fédérales à la fois, tandis que les demandes faites en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* visent spécifiquement une seule institution. Toutefois, une demande d'accès à l'information peut nécessiter de consulter d'autres institutions, ce qui peut avoir une incidence sur le temps requis pour fournir une réponse complète.

La demande présentée pendant l'exercice concernait de l'information au sujet de fuites de toits ou de fenêtres au Musée des sciences et de la technologie du Canada ou au Centre Ingenium entre le 1^{er} janvier 2021 et le 21 octobre 2022. Il a fallu 14 jours pour la traiter.

b. Sources des demandes

Une seule demande reçue au cours de la période provenait du public.

Lorsqu'on regarde les tendances, les médias sont la plus importante source de demandes d'information. Depuis 2013-2014, les médias ont présenté 18 demandes à Ingenium, constituant presque la moitié du nombre total de requêtes.

c. Demandes de consultation

Au cours de l'exercice 2022-2023, Ingenium a reçu une demande de consultation, laquelle provenait d'une institution gouvernementale fédérale. La demande a été entièrement divulguée. Un total de 4 pages ont été examinées, et la demande de consultation a été traitée en 30 jours.

Le volume et la nature des demandes de consultation reçues d'autres sources gouvernementales ont tendance à être semblables au volume et à la nature des demandes d'information reçues pendant la même période.

d. Traitement des demandes

Il n'y a pas d'enregistrement pour l'unique demande traitée pendant la période, et la demande a été close dans un délai de 1 à 15 jours prescrits par la loi. Ingenium n'avait aucune demande active à la fin de la période de référence.

e. Droits et frais

En tant que société d'État visée par l'annexe III, Ingenium n'est pas assujettie à la *Loi sur les frais de service*.

En 2022-2023, le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a perçu 5 \$ en droits. Ces frais de 5 \$ sont les seuls frais exigés pour une demande d'accès à l'information. Ingenium n'a pas adopté de politiques officielles en ce qui a trait à l'exonération des droits.

En 2022-2023, le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a engagé des frais de 7 410 \$ en salaire pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information*.

f. Incidence de la COVID-19

La COVID-19 n'a eu aucune incidence sur la capacité d'Ingenium de remplir ses responsabilités liées à la *Loi sur l'accès à l'information* pendant la période de déclaration.

5. ACTIVITÉS DE FORMATION

Aucune activité de formation/sensibilisation n'a été formellement offerte au cours de la période visée par le présent rapport. Ingenium revoit présentement son programme de formation et de sensibilisation à l'AIPRP dans le cadre de son plan d'action visant les vérifications internes en matière d'AIPRP, en vue de le relancer en 2023-2024.

6. POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES ET PROCÉDURES

Ingenium n'a mis en œuvre aucune nouvelle politique, ligne directrice ou procédure visant l'accès à l'information au cours de la période visée par le présent rapport.

7. INITIATIVES ET PROJETS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION

Ingenium utilise la plateforme d'AIPRP en ligne pour améliorer l'accès et les délais de traitement des demandes.

Dans le cadre de son engagement envers la vérité et la réconciliation ainsi que l'équité, la diversité, l'inclusion et l'accessibilité (VREDIA), Ingenium a entrepris une démarche de réduction des méfaits visant son catalogue de la collection et sa base de données. Ce projet a pour but de se pencher sur la terminologie qui pourrait être préjudiciable à certaines communautés – y compris les communautés autochtones – afin de mieux respecter et refléter ces dernières. Cela permettra notamment de réduire les obstacles à l'accès à l'information sur la collection.

8. PUBLICATION PROACTIVE EN VERTU DE LA PARTIE 2 DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Ingenium est une institution gouvernementale au sens de la Partie 2 de la *Loi sur l'accès à l'information*. À ce titre, elle est soumise aux exigences de publication proactive suivantes :

- Frais de déplacements (art. 82 de la loi)
- Dépenses liées aux activités d'accueil (art. 83 de la loi)
- Rapports déposés au Parlement (art. 84 de loi)

Toutes les exigences en matière de publication proactive ont été respectées au cours de la période couverte par le présent rapport. Le statut de ces publications obligatoires – et des autres exigences visant la conformité – est communiqué au conseil d'administration d'Ingenium deux fois par année au moyen d'un rapport de conformité.

Tous les documents publiés de manière proactive par Ingenium sont disponibles dans [la section « Documents d'entreprise » de son site Web](#).

9. PLAINTES OU ENQUÊTES

Ingenium n'a reçu aucune plainte au cours de la période. Deux plaintes reçues en 2020-2021 sont toujours en suspens; une est relative aux extensions et l'autre, à l'application des exemptions.

Ingenium a divulgué des documents supplémentaires en consultation avec le Commissariat à l'information.

Des représentations ont été soumises en ce qui concerne les autres documents en question, mais le rapport des conclusions n'a pas encore été reçu du Commissariat à l'information.

10. SURVEILLANCE

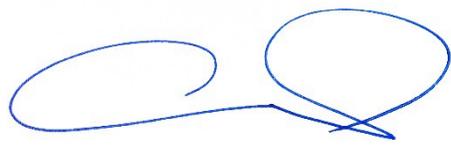
Le Bureau de l'AIPRP surveille le temps requis pour le traitement des demandes et pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* en demandant des rapports verbaux hebdomadaires sur l'avancement des dossiers. Toutes les préoccupations d'intérêt particulier font l'objet de discussions avec la présidente-directrice générale, lorsque requis.

ANNEXE A – DÉLÉGATION DE POUVOIRS

ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS EN VERTU DE LA *LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION*

En vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, la présidente-directrice générale d'Ingenium – Musées des sciences et de l'innovation du Canada, délègue par la présente les pouvoirs, obligations et fonctions prévus aux articles et paragraphes de la *Loi* énoncés ci-dessous :

Poste	<i>Loi sur l'accès à l'information</i> et règlements connexes
Directrice, Planification, politique et résultats stratégiques	Tous les pouvoirs qui peuvent être délégués conformément à la Politique sur l'accès à l'information du Conseil du Trésor
Conseillère, gouvernance et conformité	Tous les pouvoirs qui peuvent être délégués conformément à la Politique sur l'accès à l'information du Conseil du Trésor



Christina Tessier

Présidente-directrice générale

Le 6 juillet 2023

ANNEXE B – RAPPORT STATISTIQUE ET RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Ingenium - Musées des sciences et de l'innovation du Canada

Période d'établissement de rapport : 2022/04/01 au 2023/03/31

Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		1
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		1
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		1
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	0	
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	0	

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	0
Public	1
Refus de s'identifier	0
Total	1

1.3 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	0
Poste	1
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	1

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		1
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		1
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		1
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0

2.2 Mode des demandes informelles

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	1
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télexcopieur	0
Total	1

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
0	0	1	0	0	0	0	1

2.4 Pages communiquées informellement

Moins de 100 pages communiquées		De 100 à 500 pages communiquées		De 501 à 1 000 pages communiquées		De 1 001 à 5 000 pages communiquées		Plus de 5 000 pages communiquées	
Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5 Pages recommandées informellement

Moins de 100 pages recommandées		De 100 à 500 pages recommandées		De 501 à 1 000 pages recommandées		De 1 001 à 5 000 pages recommandées		Plus de 5 000 pages recommandées	
Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées	Nombre de demandes	Pages recommandées
0	0	0	0	0	0	1	3043	0	0

Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
Total	0
Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Retirées pendant la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

Section 4 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

4.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	1	0	0	0	0	0	0	1
Demande transférée	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	0	0	0	0	1

4.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)	0	18a)	0	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)a)	0	18b)	0	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)b)	0	18c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(2)c)	0	18d)	0	21(1)a)	0
13(1)e)	0	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	0
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	0
14a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	0
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	0
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)b)	0	23.1	0
15(1) - A.S.*	0	16.4(1)a)	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)b)	0	20(1)c)	0	26	0
16(1)a)(ii)	0	16.5	0	20(1)d)	0		
16(1)a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)b)	0	17	0				
16(1)c)	0						
16(1)d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

4.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)a)	0	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)c)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)d)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)e)	0	69(1)g) re f)	0
		69(1)f)	0	69.1(1)	0

4.4 Format des documents communiqués

Papier	Électronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
0	0	0	0	0	0

4.5 Complexité

4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

4.6 Demandes fermées

4.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi	1
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%)	100

4.7 Présomptions de refus

4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
0	0	0	0	0

4.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prorogation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la Loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prorogation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prorogation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

4.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 6 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés		Frais remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	1	\$5.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Autres frais	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	1	\$5.00	0	\$0.00	0	\$0.00

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	1	4	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	1	4	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	1	4	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

7.2 Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	1	0	0	0	0	0	1
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	1	0	0	0	0	0	1

7.3 Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations à l'extérieur du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

9.1 Enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations
0	0	0

9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

Article 37(1) Comptes rendus initiaux			Article 37(2) Comptes rendus finaux		
Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information	Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information
0	0	0	0	0	0

Section 10 – Recours judiciaire

10.1 Recours judiciaires sur les plaintes

Article 41				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b)
0

Section 11 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information**11.1 Coûts**

Dépenses		Montant
Salaires		\$7,410
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$7,410

11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	0.100
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.100

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.



Rapport statistique supplémentaire sur la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution : Ingenium - Musées des sciences et de l'innovation du Canada

Période d'établissement de rapport : 2022-04-01 au 2023-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes sous la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

	Nombre de semaines
Capacité de recevoir des demandes par la poste	52
Capacité de recevoir des demandes par courriel	52
Capacité de recevoir des demandes au moyen du service de demande numérique	52

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers sous la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papiers à différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents papiers non classifiés	0	0	52	52
Documents papiers Protégé B	0	0	52	52
Documents papiers Secret et Très secret	0	0	52	52

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques à différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents électroniques non classifiés	0	0	52	52
Documents électroniques Protégé B	0	0	52	52
Documents électroniques Secret et Très secret	0	0	52	52

Section 3 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

3.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues	Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023	Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023	Total
Reçues en 2022-2023	0	0	0
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016	0	0	0
Reçues en 2014-2015	0	0	0
Reçues en 2013-2014 ou plus tôt	0	0	0
Total	0	0	0

Rangée 11, col. 3 de la section 3.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information 2022-2023

3.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	2
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016	0
Reçues en 2014-2015	0
Reçues en 2013-2014 ou plus tôt	0
Total	2

Section 4 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

4.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues	Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023	Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023	Total
Reçues en 2022-2023	0	0	0
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016	0	0	0
Reçues en 2014-2015	0	0	0
Reçues en 2013-2014 ou plus tôt	0	0	0
Total	0	0	0

Rangée 11, col. 3 de la section 4.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2022-2023

4.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016	0
Reçues en 2014-2015	0
Reçues en 2013-2014 ou plus tôt	0
Total	0

Section 5: Numéro d'assurance social

Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2022-2023?	Non
--	-----

Section 6: Accès universel sous la Loi sur la protection des renseignements personnels

Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers confirmés en dehors du Canada en 2022-2023?	0
---	---

Rangée 1, col. 1 de la section 6 doit être égale ou inférieure à la rangée 1, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2022-2023